

**CONVENTION DE MISE EN PLACE D'UN GROUPE FERME  
D'UTILISATEURS DU RESEAU DE FIBRE OPTIQUE  
DE LA COMMUNE DE GRASSE**

**ENTRE**

**La COMMUNE DE GRASSE**, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 et représentée par sa Conseillère Municipale déléguée aux Affaires Juridiques, **Madame Karine GIGODOT**, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° 2024- en date du 20 février 2024

Ci-après dénommé **La Commune**

**D'UNE PART**

**ET**

**La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE (C.A.P.G.)**, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, sise au 57 avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu d'une délibération n° xxxxxxxxxxx prise en date du XXXXXX 2024, visée en préfecture de Nice, le XXXX 2024.

**Le CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE GRASSE (C.C.A.S.)**, identifié sous le numéro SIRET 260 600 374 00045, sis au 42, boulevard Victor Hugo – 06130 GRASSE, représenté par sa Vice-présidente, **Madame Claude MASCARELLI**, agissant au nom et pour le compte du CCAS en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n° 2020-07-3 en date du 16 juillet 2020, transmise en Préfecture le 21 juillet 2020,

**La REGIE DES PARKINGS GRASSOIS**, Etablissement public local à caractère industriel et commercial, identifiée sous le numéro SIRET 791 805 328 00014, dont le siège social est situé Place du Petit Puy – 06130 GRASSE, représentée par son vice-président en exercice, **Monsieur Pascal PELLEGRINO** en vertu de xxxxxxx

**Le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON (S.I.E.F.)**, identifié sous le numéro SIRET 200 092 955 00018, dont le siège est situé Place du Petit Puy – 06130 GRASSE, représenté par xxxxxxx en vertu de xxxxxxx

Ci-après dénommés **Les Utilisateurs**

**D'AUTRE PART**

## **PREAMBULE**

La commune de Grasse dispose d'une infrastructure de fourreaux et de fibres optiques éteintes pour la fourniture en télécommunication des services municipaux, organisée en un réseau indépendant propriété de la Commune, conformément à l'article L.32 du Code des postes et des communications électroniques.

D'un commun accord entre les Parties, celles-ci ont décidé de se constituer en Groupe Fermé d'Utilisateurs (GFU), défini par l'ARCEP dans sa décision n° 2005-0208 comme un ensemble des personnes physiques ou morales utilisant un service de communications électroniques dans le cadre de réseaux non connectés à tout autre réseau et constituant une communauté d'intérêt expressément identifiable par sa stabilité, sa permanence et son antériorité à l'usage effectif de ce service de communications électroniques, en utilisant l'infrastructure propriété de la commune de Grasse.

La commune de Grasse a accepté la mise à disposition de son infrastructure de télécommunications au service de ce Réseau GFU par délibération de son Conseil Municipal n° en date du 20 février 2024.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, la commune de Grasse met à la disposition des Utilisateurs un Réseau Indépendant de communications électroniques, dénommé Réseau GFU.

Les Parties s'engagent, chacune en ce qui les concerne, à respecter rigoureusement les conditions définies ci-après par la présente convention et par la législation et la réglementation en vigueur relatives aux postes et aux communications électroniques.

### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention est conclue pour une durée de 12 ans, et **entre en vigueur à compter du**

### **ARTICLE 3 : RESEAU MIS A DISPOSITION**

La Commune s'engage à mettre à la disposition des Utilisateurs et en fonction de leurs besoins, tout ou partie du Réseau GFU.

La part de ce Réseau mis à la disposition de chaque Utilisateur est explicitée en Annexe 1.

Ce réseau est composé des fourreaux et des fibres optiques éteintes.

En conséquence, chaque Utilisateur devra souscrire un abonnement auprès d'un Fournisseur d'accès à internet (FAI) de son choix.

Cette activation du réseau par un FAI n'entraînera aucun transfert de propriété du réseau mis à disposition par la Commune. Tout contrat conclu par les Utilisateurs avec un ou plusieurs FAI ne pourra pas être conclu pour une durée excédant celle de la présente convention.

Le réseau existant est mis à la disposition des Utilisateurs en l'état, sous réserve que les performances de celui-ci soient suffisantes selon les règles en vigueur.

#### **ARTICLE 4 : EXTENSION DU RESEAU**

Un ou plusieurs des Utilisateurs pourront proposer à la Commune un projet de réalisation d'extensions du Réseau GFU afin d'étendre le périmètre défini en Annexe 1.

La Commune se réserve la possibilité de refuser de telles extensions, notamment lorsque celle-ci estime qu'elles ne sont pas nécessaires, si un intérêt public, un intérêt général ou un motif lié au fonctionnement du service public s'y oppose. Tout refus devra faire l'objet d'une transmission par la Commune d'une réponse écrite indiquant les motifs de son refus aux Utilisateurs à l'origine de la demande.

La Commune se réserve le droit de procéder à la réalisation d'extensions du Réseau GFU afin de permettre à l'ensemble des Utilisateurs et à de potentiels nouveaux Utilisateurs, de bénéficier du Réseau.

#### **ARTICLE 5 : PROPRIETE DU RESEAU GFU**

L'ensemble du Réseau GFU décrit en Annexe 1, ainsi que l'ensemble des équipements techniques, aménagements et extensions nécessaires au bon fonctionnement de celui-ci, sont la propriété de la commune de Grasse.

Toute extension du réseau, même à l'initiative d'un ou de plusieurs Utilisateurs conformément à l'article 4 de la présente convention, entre dans le patrimoine de la Commune.

L'ensemble des équipements et aménagements du Réseau GFU mis à la disposition des Utilisateurs demeurent la propriété de la Commune.

A l'expiration de la présente convention, la Commune reprendra l'ensemble de ces équipements et aménagements, sauf accord spécifique entre la Commune et un ou plusieurs Utilisateurs. Les Utilisateurs s'engagent à remettre ces équipements et aménagements à la Commune dans leur état initial.

Les Utilisateurs acceptent ces conditions et déclarent ne pouvoir aucunement se prévaloir d'un quelconque droit de propriété sur le Réseau GFU et ils ne pourront aucunement prétendre à une quelconque indemnité au titre de l'installation d'équipements techniques ou d'aménagements à leur initiative sur celui-ci.

## **ARTICLE 6 : ADHESION D'UN NOUVEL UTILISATEUR**

Toute personne publique ayant une implantation sur le territoire de la commune de Grasse et souhaitant devenir un Utilisateur du Réseau GFU objet de la présente convention doit en faire la demande par écrit à la Commune.

La Commune dispose seule du pouvoir discrétionnaire d'accepter ou de refuser une telle demande d'adhésion.

Elle doit, préalablement à sa prise de décision, recueillir l'avis de l'ensemble des Utilisateurs. Cet avis a une valeur consultative.

## **ARTICLE 7 : LIMITE DE RESPONSABILITE DE LA COMMUNE**

La limite de responsabilité entre le Réseau GFU et le réseau privé de l'Utilisateur se situe au niveau de la chambre de raccordement ou de l'armoire de rue installée sur le domaine public en limite de propriété du bâtiment que l'Utilisateur souhaite raccorder.

Cette chambre ou cette armoire font partie du Réseau GFU.

Le raccordement de la (des) boucle(s), réservée(s) sur le Réseau GFU par l'Utilisateur, à ses propres fibres optiques ou équipements actifs est réalisé sous sa responsabilité.

## **ARTICLE 8 : MAINTENANCE DU RESEAU**

La maintenance du Réseau GFU est assurée par la Commune ou par tout prestataire désigné par celle-ci comme étant responsable de cette maintenance.

Cette obligation s'étend à l'ensemble du Réseau tel que défini en Annexe 1, ainsi qu'à toute éventuelle extension de celui-ci conformément à l'article 4 de la présente convention.

La Commune ou son prestataire est responsable de la réalisation de tests de continuité des paires de fibre optique.

## **ARTICLE 9 : ACCES AU RESEAU GFU PAR LES AGENTS DE LA COMMUNE DE GRASSE**

Les Utilisateurs s'engagent à garantir aux agents de la Commune ou de son éventuel prestataire en charge de la maintenance de celui-ci un libre accès à tout moment aux équipements, installations et aménagements constitutifs du Réseau GFU.

La Commune s'engage à communiquer aux Utilisateurs un calendrier prévoyant un programme d'intervention des agents assurant la maintenance du Réseau GFU.

En cas d'urgence, les Utilisateurs s'engagent à garantir aux agents assurant la maintenance du Réseau GFU l'accès aux équipements concernés dans les plus brefs délais.

Les Utilisateurs s'engagent à informer dans les plus brefs délais la Commune en cas de changement des conditions d'accès au matériel mis à leurs dispositions.

#### **ARTICLE 10 : PRESTATAIRE ASSURANT LA MAINTENANCE DU RESEAU GFU**

Afin d'assurer la maintenance du Réseau GFU, la Commune est libre de choisir le prestataire de son choix, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.

Tout prestataire chargé par la Commune de la maintenance du Réseau GFU devra s'engager à intervenir en cas d'urgence dans un délai raisonnable.

A savoir, le délai d'intervention du prestataire ne pourra excéder quatre heures ouvrées (GTI) et le délai de rétablissement du réseau ne pourra être supérieur à 8 heures ouvrées (GTI) sauf cas de force majeure ou en raison d'événements exceptionnels tels que, notamment, catastrophes naturelles, attentats.

#### **ARTICLE 11 : TRAVAUX SUR LE RESEAU GFU**

La Commune dispose du droit de réaliser ou de faire réaliser à tout moment des travaux sur le Réseau GFU afin d'assurer, de façon non exhaustive, son fonctionnement dans les meilleures conditions ou son extension.

Les Utilisateurs peuvent proposer à la Commune un projet de réalisation de travaux sur le Réseau. L'étude de ces projets se fait dans les mêmes conditions que précisées par l'article 4 de la présente convention.

En cas de travaux conduisant à l'interruption temporaire du fonctionnement de tout ou partie du Réseau GFU, la Commune doit en informer les Utilisateurs concernés au moins 1 mois avant le début de ceux-ci, en précisant leur durée prévue. Le respect de ce préavis ne s'impose pas en cas de travaux réalisés en urgence ou en cas de force majeure.

En tous les cas, la Commune s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens à sa disposition afin de limiter les interruptions de fonctionnement du Réseau pour ne pas causer d'interruption de service. Ainsi, cette interruption ne peut être qu'une coupure ponctuelle inférieure à 4 heures en HNO (heures non ouvrées).

#### **ARTICLE 12 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

##### **12.1 REDEVANCE DE MISE A DISPOSITION DU RESEAU GFU**

Chaque Utilisateur sera redevable auprès de la commune de Grasse d'une redevance annuelle d'un montant fixe, révisable chaque année et correspondant à la totalité des mètres linéaires de paires de fibre optique mises à sa disposition, conformément à l'Annexe 1 et selon un tarif de 1 euro par mètre linéaire de paires de fibre optique.

Cette redevance tient compte de la durée d'occupation, des coûts annuels de maintenance supportés par la Commune et des avantages matériels, économiques et opérationnels conférés par la mise en place du Réseau GFU.

## 12.2 REVISION DE LA REDEVANCE

La redevance sera révisable chaque année en fonction de l'évolution de l'indice général tous travaux TP01, selon la formule suivante :

$$\text{Nouveau prix} = \frac{\text{Prix de base} \times \text{Nouvel indice}}{\text{Indice de base}}$$

Où « Nouveau prix » correspond au montant de la redevance pour l'année en cours, « Nouvel indice » correspond à l'indice TP01 du mois de janvier de l'année N et « Indice de base » correspond à l'indice TP01 du mois de janvier de l'année N-1.

## 12.3 PAIEMENT DE LA REDEVANCE

Le paiement de la redevance pour l'année « N » sera dû au courant de l'année « N + 1 », après transmission par la commune de Grasse du calcul de révision de celle-ci et émission d'un titre de recette.

Le paiement de la redevance devra intervenir dans un délai de 2 mois à compter de l'émission dudit titre.

La date de signature de la convention sera prise en compte pour un paiement éventuel au prorata de la redevance due.

## ARTICLE 13 : CLAUSE DE REVOYURE

A l'issue d'une période de 3 ans, les parties conviennent de se réunir afin d'adapter les dispositions de la présente convention aux éventuelles évolutions économiques, techniques, contractuelles, législatives ou réglementaires.

En cas de survenance de circonstances non imputables aux parties et présentant un caractère d'imprévisibilité et d'irrésistibilité, les parties conviennent de se réunir dans un délai raisonnable afin d'étudier l'adaptation de la convention à ces nouvelles circonstances. Dans l'attente d'une telle adaptation, les Parties restent dans l'obligation de respecter leurs engagements, notamment financiers, prévus par la présente convention.

## ARTICLE 14 : DENONCIATION - RESILIATION

### 14.1 Résiliation en cas de manquement :

La présente convention pourra être résiliée par la Commune à l'égard de l'un des Utilisateurs à tout moment en cas de manquement à ses obligations contractuelles, après notification de l'existence de ces manquements par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans

effet après un délai de 1 mois à compter de la réception de ladite notification. Dans ce cas, les Utilisateurs concernés ne pourront prétendre au versement par la Commune d'une quelconque indemnité.

Chaque Utilisateur pourra mettre un terme à sa participation à la présente convention en cas de non-respect par la Commune de ses obligations après mise en demeure restée infructueuse après un délai de 1 mois à compter de la réception de celle-ci.

#### 14.2 Autres cas de résiliation :

La Commune pourra procéder à la résiliation de la présente convention pour tout motif légitime et d'intérêt général, dûment motivé, sous réserve d'en informer les Utilisateurs par lettre recommandée avec accusé de réception 12 mois à l'avance.

Chaque Utilisateur pourra mettre un terme à sa participation à la présente convention sous réserve d'en informer la Commune par Lettre recommandée avec accusé de réception 12 mois à l'avance.

Les Utilisateurs seront redevables du paiement de la redevance conformément à l'article 13 de la présente convention, au prorata de la période d'effectivité de la convention.

### **ARTICLE 15 : ASSURANCES - RESPONSABILITE**

Les Utilisateurs s'engagent à conclure les contrats d'assurance civile nécessaires afin que la commune de Grasse ne puisse être inquiétée du fait de dommages éventuels causés sur le matériel mis à disposition. Un exemplaire des polices d'assurance souscrites devra être transmis à la Commune avant le début de l'occupation.

Les Utilisateurs sont seuls responsables de leurs faits, de ceux de leur personnel et de tout dommage corporel, matériel et immatériel qui en sont la conséquence.

La responsabilité de la Commune ne pourra pas être engagée en cas de préjudices causés en raison du non-respect par un ou plusieurs Utilisateurs de leurs obligations au titre de la présente convention.

### **ARTICLE 16 : FORCE MAJEURE**

Sera considéré comme un cas de force majeure au sens de la présente convention tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible et extérieur et indépendant de la volonté des parties.

En cas de survenance d'un événement pouvant être qualifié de force majeure, tel que défini par la loi et la jurisprudence, la partie affectée s'engage à informer les autres et s'efforce de prendre les meilleures mesures à sa disposition en vue de la poursuite de l'exécution de la convention.

Les Parties ne pourront en aucun cas être tenues de toutes inexécutions et/ou ruptures de convention nées d'un cas de force majeure et aucune indemnité ne pourra être réclamée par une Partie à une autre à ce titre.

Si l'empêchement d'exécuter la présente convention est définitif, celle-ci sera résolue de plein droit.

#### **ARTICLE 17 : MODIFICATION**

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants acceptés par l'ensemble des Parties et joints à la présente convention.

#### **ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, chaque partie s'efforcera de trouver un accord amiable. A défaut, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif de Nice.

La présente convention peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Grasse, en 5 exemplaires originaux, le



**ANNEXE 1**  
**LINEAIRE DE FIBRES OPTIQUES MISES A DISPOSITION**

<b>CAPG</b>	<b>Linéaire mis à disposition</b>
<b>Liaison Mairie vers CAPG (1 lien)</b>	<b>1400 mètres</b>
<b>Liaison CAPG vers CHIRIS (2 liens)</b>	<b>560 mètres x2</b>
<b>Liaison CHIRIS vers SILLAGES (2 liens)</b>	<b>430 mètres x2</b>
<b>Liaison CAMPUS vers CAPG (2 liens)</b>	<b>2265 mètres x2</b>
<b>Liaison MIP vers CAPG (2 liens)</b>	<b>2060 mètres x2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12030 mètres</b>

<b>Régie des Parkings Grassois</b>	<b>Linéaire mis à disposition</b>
<b>Liaison DSI vers Régies des Parkings (1 lien)</b>	<b>618 mètres</b>
<b>Liaison La Roque vers DSI (1 lien)</b>	<b>390 mètres</b>
<b>Liaison poche de stationnement Roubaud vers DSI (1 lien)</b>	<b>220 mètres</b>
<b>Liaison poche Chiris vers DSI (1 lien)</b>	<b>1000 mètres</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2228 mètres</b>

<b>SIEF</b>	<b>Linéaire mis à disposition</b>
<b>Liaison DSI vers de Croisset (1 lien)</b>	<b>2200 mètres</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2220 mètres</b>

<b>CCAS</b>	<b>Linéaire mis à disposition</b>
<b>Liaison DSI vers Kiosque Cour Honoré Cresp (1 lien)</b>	<b>860 mètres</b>
<b>Liaison CCAS vers Castel Aroma (1 lien)</b>	<b>230 mètres</b>
<b>Liaison CCAS vers Bastide du Peyrard (1 lien)</b>	<b>1526 mètres</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2616 mètres</b>